



Journée internationale de lutte des travailleurs et travailleuses, le 1er mai est un écho de toutes les luttes en France et dans le monde. Alors que des pays s'enferment dans une dérive nationaliste, d'autres, à l'instar de l'Algérie et du Soudan voient leurs peuples se révolter contre des régimes totalitaires.

Notre solidarité leur est acquise comme elle l'est à tous les peuples qui luttent pour la justice et le progrès social. La France n'est pas en reste à l'image des multitudes de mobilisations qui se mènent depuis plusieurs mois et plusieurs années.

Ces mobilisations se poursuivent dans la durée à l'image des gilets jaunes, des jeunes et des retraités.

Le Gouvernement et sa majorité parlementaire s'enferment dans une remise en cause profonde de notre modèle de société. Leur but est d'instaurer, par la force, une société toujours plus injuste, toujours plus inégalitaire parce qu'uniquement tournée vers l'enrichissement des plus riches, vers la satisfaction du grand Patronat et du MEDEF !

Le 1er mai est une journée d'action et de mobilisation pour les droits des travailleuses et des travailleurs, le progrès social, la paix et la solidarité. Dans la continuité des nombreuses luttes menées, il s'agit de poursuivre et amplifier les batailles pour que les urgences sociales et climatiques soient enfin prises en compte.

Aujourd'hui, 9 millions de personnes survivent avec des revenus en dessous du seuil de pauvreté dont 6 millions sont privé-e-s d'emploi, et de nombreux jeunes sont en situation de précarité.

D'autres chiffres qui parlent et qu'il nous tient à cœur de rappeler quand cela touche nos enfants : 2,7 millions d'enfant vivent en dessous du seuil de pauvreté dont 500 sont à la rue, sans toit, 12000 enfants vivent reclus avec leurs parents dans des chambres d'hôtel sans intimité pour se reconstruire et sans aucune solution pour leur avenir.

Les injustices sociales explosent et sont étroitement liées aux risques environnementaux que personne ne peut plus ignorer et qu'il faut prendre en compte.

Réchauffement climatique, perte considérable de la biodiversité, épuisement des ressources naturelles, pollutions des océans, usage immodéré de produits phytosanitaires, dissémination de perturbateurs endocriniens... Les dégradations sont nombreuses et atteignent souvent des seuils d'irréversibilité à court terme. Les conséquences pour les populations sont de plus en plus dramatiques. Il est urgent de prendre les mesures nécessaires pour permettre une transition environnementale juste socialement.

Les revendications qui s'expriment sont légitimes car elles réclament un autre futur que celui que les tenants du capitalisme veulent nous imposer par tous les moyens dont la violence et la répression policière qui a atteint dans notre pays des niveaux inconnus depuis 1962.

Agissons pour le progrès social , pour :

- L'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux,
- Le Smic à 1 800 € -
- Le développement de l'emploi de qualité,
- La réduction du temps de travail à 32 heures avec création d'emploi.
- L'obtention de droits collectifs de haut niveau prévus dans des conventions collectives ou statuts.
- Le développement d'une industrie respectueuse de l'environnement et créatrice d'emplois, de services publics qui répondent aux besoins des populations.
- L'égalité femmes-Hommes et l'égalité salariale

Utopique ? Non ! Les moyens existent :

Les 40 plus grandes entreprises françaises annoncent 100 milliards d'Euros de bénéfices en 2018 (94 en 2017) ! Mais parlons également du CICE versés aux entreprises, le Crédit d'impôt Compétitivité Emploi, soit 20 Milliards ou du Pacte de responsabilité qui a coûté 41 Milliards d'Euros. Plus de 200 Milliards donnés sans contrepartie aux entreprises sont restés sans effet sur l'investissement et l'emploi.

Les entreprises ne font qu'empocher cette manne financière d'argent public et le seul résultat, c'est l'augmentation des marges pour les entreprises aux profits, principalement des actionnaires, les dividendes versés battant tous les records.

Et quand Notre Dame part en fumée, en moins de 24 h les plus grosses fortunes de France s'achètent une conduite alors qu'ils sont les plus grands évadés fiscaux...

L'argent existe, il s'agit d'aller le chercher et d'imposer une autre répartition des richesses ainsi qu'une fiscalité plus juste et plus progressive.

- Oui, réclamer des augmentations de salaires, la retraite à 60 ans à taux plein c'est juste !
- Oui, se battre pour un service public de qualité, pour une protection sociale du XXIème siècle c'est nécessaire !
- Oui, agir pour le climat et l'avenir de la planète, c'est urgent !

A l'inverse des choix politiques actuels, et le discours récent d'Emmanuel Macron ne change rien, il est urgent de revaloriser les salaires du privé et du public, les minimas sociaux et les pensions, développer des services publics de qualité sur tout le territoire, gages de cohésion sociale et de plus d'égalité, d'établir une protection sociale de haut niveau, socle de notre modèle social basé sur la solidarité, créer des emplois de qualité dans le privé comme dans le public et assurer l'égalité professionnelle, permettre la réussite de tous les jeunes et l'accès à un haut niveau de qualification à toutes et tous ainsi que l'autonomie de la jeunesse, une éducation émancipatrice, gratuite sans restriction de nationalité.

Sur notre territoire il y a urgence pour les salariés de l'entreprise Toupnot, urgence pour le système éducatif qui subit une véritable saignée d'emplois, urgence pour l'hôpital public à l'heure où des élus sont prêts à accepter cet hôpital unique, véritable hôpital au rabais induit par la loi santé 2022 , qui verra une diminution de près de 200 lits et autant d'emplois détruits.

Réunissons-nous partout en assemblées générales pour organiser la riposte aux régressions que programme le gouvernement Macron-Philippe.

- **Luttons contre toutes les atteintes aux libertés publiques et individuelles.**
- **Luttons contre les idées d'exclusion et de rejet de l'extrême droite.**
- **Construisons dans l'unité la mobilisation pour imposer le progrès social par la grève et les manifestations.**
- **Faisons de la mobilisation du 9 mai pour le service public la meilleure des réponses à la politique de régression sociale sans précédent de Macron et de son gouvernement.**